



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeu'di

Samedi

Malgré Jouhaux-Gignoux et Daladier-Sarraut

Respect des 40 heures



C'est un privilège des grands chefs de pouvoir soutenir dans un même discours les positions les plus contradictoires et les moins soutenables, et de trouver dans la presse assez de valets de plume qui en apporteront aux masses un commentaire dilué.

Jouhaux, grand cacique de la C.G.T., vient au Congrès de la Fédération postale, tenu à Vichy, d'user largement d'un tel privilège.

Le point de vue officiel de la C.G.T., exprimé par la bouche de Jouhaux, prenait une certaine importance au moment où la grande bourgeoisie reprend ouvertement son offensive de classe, où le grand patronat, enhardi par les trahisons dont les travailleurs ont été victimes pose impérieusement son ultimatum, où l'équipe Daladier, Sarraut, Mandel et Cie consacre par ses décrets-lois l'enterrement du triste Front populaire et la situation de misère, de dictature et de guerre que la bourgeoisie au pouvoir entend faire peser sur les ouvriers et sur les paysans.

Prenant la parole, non seulement en son nom, mais en celui de tous les bonzes cégétistes et par cela même exprimant la pensée des directions stalinienne et S.F.I.O. — le commentaire d'un Cogniot et d'un Paul Faure dans leurs organes respectifs qui sont « l'Huma » et « le Popu », suffit à le démontrer — Jouhaux a exprimé le point de vue des traîtres devant les victimes de la trahison.

Il a réussi — en apparence — cette difficile entourloupette qui consiste à tirer son épingle du jeu et à prêcher la continuation de la pause en affirmant qu'il faut à nouveau passer à l'action !

Certes, le « Temps » et quelques organes bourgeois crient à la démagogie à l'audition du discours de Jouhaux. C'est là une fureur calculée destinée à donner le change aux ouvriers qui en recevront les échos.

Dans la bouche de Jouhaux, le « benedicté » même serait, par le « Temps » taxé de discours extrémiste !

En réalité, Jouhaux a proclamé que la pause est finie, mais en même temps il s'incline devant ce fait accompli : les maigres conquêtes que les travailleurs avaient arrachées leur sont reprises. Il admet des adaptations nécessaires et des assouplissements aux 40 heures.

Et le stalinien-cégétiste Frachon apporte en écho : Jamais la C.G.T. ne s'est refusée à l'examen des situations particulières !

Jouhaux justifie aux yeux des masses ces adaptations et ces assouplissements par un programme de grands travaux que la C.G.T. posait déjà aux débuts du Front populaire, et que le Front populaire n'a pas réalisé.

Il apporte à la grande bourgeoisie un programme de travaux que cette dernière pourra utiliser à l'équipement du pays en

vue de la guerre, mais qu'elle utilisera, sous le régime des décrets-lois de misère et de répression, en imposant ses volontés de classe.

Salaires réduits, impôts augmentés sur les pauvres, augmentation du temps de travail, vie plus chère, répression de l'activité révolutionnaire.

La trahison continue.

Mais le fait que le gros Jouhaux ait dû corser quelque peu l'eau sucrée de son discours de Vichy est suffisamment révélateur de l'état d'esprit des prolos.

Déjà les travailleurs, malgré les Jouhaux, Racamond, Frachon, affirment leur volonté de lutter contre les exploiters de toujours. Ecoutez leur voix.

Elle vient du « Champlain », de Mantes, de Cenon, des villages de Picardie et des vignobles méridionaux. C'est leur voix qui s'exprime dans notre « Commune » toujours brimée, toujours frappée, toujours vivante et jamais abattue !

Nous voici précisément à quelques jours de la Commémoration de la Semaine sanglante, que les staliniens s'apprentent à souiller de nouveau. L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas laisser passer l'occasion de répondre à la fois à la journée tricolore du Premier Mai et à la journée fasciste de Jeanne d'Arc.

En sonnant haut et clair le rappel des travailleurs sur un programme de lutte de classe, contre la bourgeoisie et son gouvernement de vie chère et de misère, face aux décrets-lois de répression et de guerre, pour le respect des 40 heures et l'augmentation des salaires.

On traque les « étrangers »

La tragédie de l'émigration

Le gouvernement Daladier vient de voter un décret-loi sur le « contrôle des centres d'immigration des frontalières » et pour la « surveillance des étrangers résidant en France ». Le gouvernement du Front populaire va-t-il constituer le « ghetto » des étrangers surveillés, ou bien des camps de concentration ?... L'un et l'autre... Quelles sont les raisons de cette mesure de caractère fasciste ? — La « défense nationale ». Il en est de même pour l'augmentation des heures de travail pour soumettre l'action de la classe ouvrière française aux arbitrages, au « statut moderne du travail », pour extorquer des milliards pour la préparation de la guerre au nom de la paix, justifier la politique impérialiste d'alliances militaires, laisser Mussolini et Hitler envahir et étrangler l'Espagne, tout cela se fait pour la défense nationale.

Le signal de la chasse à l'étranger est donné ; des rasles monstres vont commen-

La grève du « Champlain »

EMPLOYONS les formules du communiqué officiel pour indiquer que « la grève est terminée » et que « les mesures de conciliation ont abouti ». Mais revenons au langage de classe pour apporter aux événements du « Champlain » un bref commentaire.

Nous avons donné, dans une récente « Commune », le film de la grève, tel que nous le transmettaient nos camarades du Havre.

Ce qu'il faut souligner, c'est l'importance politique de cette grève coïncidant avec la mise en route des « décrets-lois » de misère et de répression.

Toute la presse bourgeoise vit dans la grève du « Champlain » le symbole des rapports ultérieurs entre les travailleurs d'une part, et, d'autre part, la bourgeoisie et son état de classe. « LE CAPITAINE DOIT ETRE SEUL MAITRE A SON BORD ET LE PATRON EXPLOITEUR SEUL MAITRE DANS SON USINE / » La bourgeoisie exigea des mesures énergiques. « L'ordre ne régnera pas en France tant qu'il ne régnera pas sur le « Champlain » ! », ce qui sous-entendait que Daladier et ses ministres seraient jugés d'après cette pierre de touche.

La presse bourgeoise amplifia les conséquences de la grève et alla jusqu'aux « faux » les plus canailles. En réalité, et c'est le Ministre de la Marine qui doit l'avouer, seul le « Champlain » n'est pas parti au jour fixé... et ce n'est certes pas le personnel du « Champlain » qui a incendié le « Lafayette » !...

Ainsi, pour ses besoins politiques, la presse bourgeoise a saboté ses propres intérêts immédiats en semant l'inquiétude parmi les passagers éventuels de la Transat.

La « conciliation » ne change rien au rapport des forces ni à la lutte des classes. Le patronat ne sera pas seul maître à son bord ; par leurs conseils d'entreprise, les travailleurs y établiront leur pouvoir et leur contrôle. Un jour viendra où c'est le prolétariat qui, seul, sera maître à son bord.

cer ; la police dispose d'un fonds de cinq millions pour pouvoir opérer l'expulsion en masse des étrangers « indésirables », les autres seront internés dans une résidence indiquée, et surveillés spécialement. Un corps de police spéciale est constitué à cet effet. A la fin de ce mois, tous les étrangers résidant en France devront être en règle avec ces dispositions, enregistrés et placés sous surveillance.

L'application de ce décret contre tant de milliers de proscrits antifascistes est-elle possible ? On peut dire que ceci dépend de l'attitude de la classe ouvrière.

En attendant, les dirigeants de l'émigration antifasciste allemande, italienne, autrichienne, polonaise, juive, etc., ont voté une motion commune, se déclarant d'accord avec ces mesures ultra-réactionnaires, et « prêts à marcher à la guerre pour défendre la démocratie républicaine et hospitalière ». On ne pouvait pas attendre mieux des Capot-

(Suite page 2.)

La première journée de Genève

LA presse nous apprend que Genève bénéficie, à cette session, d'une rare affluence d'hommes d'Etat de tous pays ; on a dû refuser du monde ! Le Capitalisme pourrissant veut au moins s'offrir la jouissance de contempler ses meilleurs représentants dans leurs manœuvres les plus cyniques et les plus sales. Et puis, c'est peut-être la dernière session de Genève avant la guerre !

Lord Halifax « gentleman », ex-champion des droits des Etats membres de la S.D.N., conduira la curée de l'Ethiopie adhérente abattue de l'honorable société, Bonnet l'aidera dans sa besogne.

Pour l'Espagne, même politique : laisser faire, se voiler la face ; la guerre civile espagnole étant, déclarent les « démocraties » une affaire « intérieure », c'est au Comité de « non-intervention » de s'occuper d'elle !

Pour la Chine, c'est autre chose, il est possible que ce pays obtienne des crédits pendant cette session.

Pourquoi ce traitement différent entre l'Ethiopie, l'Espagne et la Chine ? pourraient s'étonner des prolétaires candides au crâne bien bourré par les boniments réformistes ou stalinien sur « l'idéologie genevoise », la « sécurité collective » ou autres plaisanteries ! Simple parce que l'impérialisme anglais, qui avec son second, la France, mène le bal à Genève, se sert simplement de cette institution pour ses intérêts capitalistes.

Ayant réussi à se mettre d'accord avec Mussolini (accord provisoire) sur le lac Tsana, les zones d'influence en Méditerranée, le commerce en Ethiopie, etc..., il soutient l'Italie et aidera au dépêchage du pays qu'il avait plus ou moins aidé dans le but d'en faire une monnaie d'échange.

Ayant également joué la carte Franco-Mussolini contre Hitler, Chamberlain favorisera l'écrasement des républicains en Espagne et se fera assister par Genève pour ce travail.

Pour la Chine, c'est justement le contraire ; l'Angleterre a le plus grand intérêt à ce que le Japon soit contenu là-bas et non pas écrasé du reste, il ne faut pas favoriser l'émancipation chinoise ; certains avantages limités seront donc consentis à Wellington-Kov.

La chose n'est pas nouvelle et Lénine avait bien qualifié Genève : « l'assemblée des brigands impérialistes vainqueurs ». Ces brigands ne peuvent travailler qu'en faveur de leurs intérêts contre la justice, contre le droit, contre l'émancipation des peuples blancs, noirs ou jaunes.

La renaissance impérialiste de l'Allemagne a disloqué la façade genevoise, les coulisses apparaissent, on y voit déjà mieux le maquillage des artistes du « Droit et de la Civilisation ».

Evidemment, dans cet édifice croulant, Litvinoff, le représentant de la bureaucratie russe, fossoyeur d'Octobre 1917, se sent à son aise. C'est un pilier de Genève que Litvinoff ! « Ses relations » de Genève ont du reste sauvé sa peau vivement convoitée par Staline.

Parmi tous les acteurs, Litvinoff joue le rôle de « l'opposition », à chaque saloperie, il s'écrie : « Schocking » et se voile la face. Et tout s'arrête là.

C'est bien tout un monde qui croule entraînant dans le déshonneur les maîtres et les valets.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.

LA TRAGEDIE DE L'EMIGRATION POLITIQUE

rali, de ces traîtres, agents du deuxième Bureau.

Les premières victimes seront les prolétaires révolutionnaires, définis indésirables. La plus grande réaction se déchaînera sur les partisans de la IV^e Internationale, les « trotskystes », c'est-à-dire tous les militants révolutionnaires qui ne se déclarent pas d'accord avec les partis traîtres de la II^e et de la III^e Internationale, et avec la politique de l'impérialisme franco-anglais et de Staline.

Combien de ces prolétaires, persécutés par le fascisme, seront contraints de rentrer dans leur pays d'origine et se soumettre aux dictatures. Et combien d'autres, chassés de la France démocratique, accompagnés aux frontières, seront livrés à la vengeance du fascisme, pour méditer sur la bonne démocratie anti-fasciste... L'ennemi le plus féroce et acharné contre ces étrangers indésirables est le stalinisme, renouvateur de la théorie « la France aux Français ». Non moins cyniques sont le Parti S.F.I.O. et la Ligue des Droits de l'Homme, qui continuent à tromper les masses sur la bonne démocratie.

Mais, pour les autres émigrés « honorables »... antifascistes (larbins de l'impérialisme), les Togliatti, Dan, Nenni, Di Vittorio et tout le reste... continueront à bénéficier du droit d'asile et vivre à l'ombre de la démocratie républicaine. Il en sera de même pour les « repris de justice », indicateurs de la police, provocateurs, espions, fascistes, généraux et gardes blancs, agents de la « Gestapo », l'« Ovra », « Tcheka », contrebandiers, briseurs de grèves, protégés par des passeports de « tourisme » ou cartes de service « diplomatique » ou autre, recommandés des ambassades ; tous ceux-là continueront à vivre en paix sur le sol de la France bourgeoise hospitalière.

Pour comprendre la portée politique de ces mesures qui frappent tant de milliers « d'étrangers », il faut tenir compte de la gravité de la situation nationale et internationale : situation de dangers imminents de guerres impérialistes et de guerres civiles. La bourgeoisie prend des mesures préventives de défense nationale... parce qu'elle comprend que ces « étrangers indésirables » (les prolétaires révolutionnaires) sont avec le prolétariat de France, contre la guerre impérialiste qu'elle soit de couleur démocratique ou fasciste, et qu'elle sait que dans une guerre civile en France, ces étrangers dirigés par un parti révolutionnaire, constituent une force importante aux côtés de la classe ouvrière française, pour abattre la domination de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir des Soviets, l'exercice de la dictature du prolétariat. C'est seulement à ce moment que le droit d'asile existera en France pour les « étrangers »...

Les dernières tractations de Londres ne sont pas étrangères à ces mesures. Du renforcement de la frontière des Pyrénées, des

IL serait très intéressant de faire un retour sur les véritables nouvelles qui viennent de l'Union soviétique depuis plus de vingt ans.

Dans les premières années qui suivirent Octobre 1917, c'est la période héroïque de la guerre civile, les luttes, les souffrances, les manifestations de solidarité internationale. Aux premières délégations qui se rendent en U.R.S.S., quand le fil de fer barbelé des Clemenceau, des Lloyd George, des Millerand, des Renaudel est rompu, les ouvriers soviétiques posent la question : « Quand ferez-vous votre révolution ? »

Puis vient la période de développement de l'économie, la période du plan quinquennal, de la collectivisation à la campagne. C'est aussi la période de la victoire de la bureaucratie sur l'internationalisme révolutionnaire. Les souffrances de l'avant-garde exilée sont étouffées par le fracas des chantiers, des usines, des constructions édifiées. Aux délégations qui viennent en plus grand nombre, mais qui sont surveillées étroitement au point de vue politique, on ne pose aucune question sur la révolution, on leur dit : « Voilà ce que nous avons bâti, voilà le socialisme ».

LE COIN DU

DANS LA METALLURGIE PARISIENNE

Enfin, Doury recommence à écrire sur la grève. Mais il n'apporte rien qui n'ait été déjà écrit par messieurs les bureaucrates au cours de la lutte.

Doury cherche à justifier qu'ils n'ont pas voulu prolonger le mouvement. Oui, mais ils n'ont pas voulu non plus en assurer la victoire. Et toute leur politique a consisté à empêcher immédiatement un élargissement qui seul aurait assuré une victoire rapide.

Observons aussi que pour Doury, une grève, ce n'est pas avant tout ce qui se passe dans les usines, la conscience collective des ouvriers, le développement de celle-ci ; pour lui, c'est une série de pourparlers dans les ministères qui sont contrariés par des manœuvres obscures et louches des trotskystes, des anarchistes, etc...

Les métallos trahis peuvent aujourd'hui enregistrer le vide des articles de Doury. Ils peuvent aussi enregistrer les atteintes aux 40 heures.

Il faut préparer la revanche.



DANS LES P.E.T.

Nous renvoyons au prochain numéro un article sur le Congrès de Vichy, les débats et les résultats.

NOTE D'ADMINISTRATION

Par erreur, le numéro 119 a été attribué à deux numéros successifs de ce journal.

En rectification, le présent journal porte donc le numéro 123.

accords de la politique de paix, de « non-intervention » et de la reprise des tractations avec Rome... on peut comprendre où veut en arriver la bourgeoisie démocratique : accélérer la victoire de Franco, et empêcher le prolétariat révolutionnaire d'Espagne d'entrer en France, car ce fait constituerait véritablement un danger pour la... défense nationale.

Le fascisme franquiste, aidé par Mussolini et Hitler pourra assassiner les militants révolutionnaires qui ne plieront pas. Pour les autres, Negrin-Azana, Comorera, « Passionaria », Garcia Oliver et toute la suite... la frontière restera ouverte, parce qu'ils voyageront en avion, à moins, qu'un « armistice » intervienne, si Franco l'accepte, comme le demande Negrin dans un de ses discours.

La parole est à la classe ouvrière. La démocratie pourchasse l'anti-fascisme révolutionnaire émigré ; le prolétariat doit le défendre...



U.R.S.S. 1
Un maréchal cha

La théorie du « socialisme dans un seul pays » règne, la théorie de la révolution permanente est proscrite.

Mais, maintenant, nous voyons une nouvelle étape, celle du déclin de la dictature bureaucratique. Devant les forces sociales longtemps contenues et refoulées bureaucratiquement, qui cherchent à voir le grand jour, la direction stalinienne effrayée ne voit qu'une issue : le recours à une répression d'une férocité inouïe. Plus de vastes délégations ; seule a droit de séjour en U.R.S.S. la partie la plus éprouvée du ramassis d'intellectuels, de bureaucrates, d'amis de l'U.R.S.S. et autres prostituées formant ce qui sera le dernier carré stalinien.

Plus de délégations et aussi plus de nouvelles sur l'édification. Un Dnieprostroï, un Magnitogorsk ? Que cela est loin. D'U.R.S.S. viennent, avant tout, surtout, des listes d'exécutions et de déplacements, c'est-à-dire d'exécutions différées de quelques semaines.

Le dernier déplacement : celui du général Dybenko, commandant la circonscription militaire

DU PROLO

LETTRE DE LA CASERNE

AU 402^e R.A.D.C.A. 5^e GROUPE, A LAON

P OUR Pâques, des permissions furent accordées seulement au 4^e Groupe. Pendant deux semaines, on parla d'accorder sept jours, ou quatre, ou seulement deux. Pour la date, on enregistra les mêmes variations. Vous imaginez notre incertitude, notre énervement.

Finalement, nous avons vu les copains du quatrième Groupe partir en « perne », pour nous, « macache ».

Mais voilà où ça se corse : deux des nôtres se sont « tirés » en fausse-perm pendant trois jours. Les motifs de cet acte : l'un est marié, il n'avait plus vu sa femme depuis deux mois et demi (nous venons d'être consignés pour la rougeole), l'autre a suivi, il n'a pas pu surmonter son découragement, son cafard, sa rancœur.

Dès leur retour, nos copains ont été descendus en cellule.

Le lieutenant-colonel a décidé en plus de leur faire faire trois heures de « pelote » par jour : tenue de campagne, 20 kilogs de pierres dans le sac, fusil sans culasse et manœuvre à pied, pas de gymnastique, etc. Trois heures par jour, puis la planche !

Le « père du détachement » a trouvé d'autre part un moyen de rétablir la discipline dans le Groupe, il a fait supprimer le vin et le dessert pour huit jours. Il espère nous faire « comprendre » et nous dresser contre les punis.

Oui, mon colonel, nous comprenons. Non pas la nécessité de la discipline dans l'armée bourgeoise, car nous voulons rester des prolétaires, nous ne ressentons en aucune façon la « fierté d'être soldat » et nous haïssons votre classe et son armée. Et cette haine s'ancre un peu plus en nous car vous nous faites comprendre une fois encore que nous ne sommes que des matricules, de la chair à canon, que pour vous un fusil a plus de valeur qu'un homme. Nous ne devons plus avoir ni pensée libre, ni dignité, ni amour-propre, ni affections.

Nous sommes meurtris pendant deux ans, physiquement et moralement. Si vous espérez nous faire comprendre autre chose, « vous croyez encore au Père Noël ».

Et, de plus en plus nombreux, nous sommes convaincus que le régime que vous soutenez doit être détruit pour la libération de notre classe, car, qu'on nous mette en bleu ou en kaki, nous restons au service de notre classe, mon colonel.

ISERE

SAINT-HILAIRE-DU-TOUVET

Le samedi 7 mai avait lieu une réunion du Parti socialiste avec le concours du citoyen Landru. Celui-ci fit un exposé du socialisme, mais n'oublia qu'une chose, la principale, les moyens de l'établir. Le camarade Marchesin, au nom du groupe P.C.I. de Saint-Hilaire, démontra que le Parti socialiste n'était pas un parti révolutionnaire, qu'il avait abandonné la lutte de classe et qu'il était pour la défense nationale. A la fin de la réunion, la motion suivante présentée par notre camarade fut adoptée par plus de quinze camarades sur soixante présents :

« Les ouvriers réunis au Café de la Source, à Saint-Hilaire-du-Touvet, le samedi 7 mai, affir-

R.S.S. 1938

chasse l'autre



de Léningrad. Dybenko, dirigeant en 1915 la révolte du cuirassé « Paul-I^{er} » ; président en 1917 du « Tsentrobalt » (Comité des soviets de la flotte de la Baltique, des marins de Cronstadt) ; dirigeant des premiers groupes de gardes rouges, vainqueurs en Octobre 1917 à Gatchina des cosaques de Kerensky ; Dybenko qui devenait commissaire du peuple à la marine, qui, en 1919, commanda l'armée de Crimée, Dybenko est déplacé... sans affectation nouvelle. Staline et Jegov lui en ont attribué une.

Et, en même temps, la presse stalinienne, « la Pravda », les « Izvestia », consacrent leurs colonnes à célébrer la mémoire du maréchal Koutousov, à l'occasion du 125^e anniversaire de sa mort.

Koutousov, c'est l'armée féodale, celle décrite par Tolstoï dans « la guerre et la paix », l'armée de l'obéissance la plus passive, celle des serfs amenés par leurs seigneurs. Rien de cet aspect social fondamental de l'armée de Koutousov n'est rappelé dans la presse soviétique. Staline veut

Lettre de La Rochelle

Les Staliniens, serviteurs de la bourgeoisie et complice des cogoulards

A La Rochelle, les travailleurs ont accueilli avec étonnement, les récents événements qui se sont déroulés au sein du Parti Communiste Français.

De vieux militants du Parti, ayant fait pour la plupart leurs preuves à des postes responsables, sont brutalement exclus définitivement ou temporairement pour des faits que les dirigeants expliquèrent d'une façon embrouillée. Et, justement ce que beaucoup de travailleurs ignorent, c'est que la plupart de ces militants (parmi eux, le trésorier régional et le secrétaire de la plus importante cellule de La Rochelle) sont frappés pour s'être effectivement préparés à résister contre un possible coup de force fasciste. Ils avaient constitué des groupes d'auto-défense, acheté des armes, et bien que l'importance de cette milice fut encore nulle elle aurait pu se développer dans les organismes ouvriers.

Mais le Parti Communiste n'est plus le parti de la Révolution et il sait le montrer. Les foudres des bureaucrates s'abattirent sur ces grands criminels. Car « notre grand parti n'a rien à voir avec ces provocateurs qui ne cherchent que la guerre civile ».

Maintenant, que feront les militants responsables exclus pour ces faits, qui ont gardé, malgré tout, une certaine autorité morale sur la masse ? Probablement rien. Ils ont limogé de vieux camarades sincères et ont porté à la tête du Parti des jeunes bureaucrates ambitieux et incapables. Ils ont laissé s'accomplir l'embourgeoisement du Parti, et n'ont réagi que lorsqu'il fut trop tard. Tout laisse à prévoir qu'ils courberont une fois de plus l'échine, devant les décisions des maîtres tout-puissants.

Le parti de Staline enlève son masque. Il apparaît comme un des plus formidables outils de la contre-révolution, allié aux fascistes qui s'arment, et à qui il prétend livrer le peuple pieds et poings liés. Après avoir encensé le régime bourgeois et le « Sénat républicain », il ne lui manquait plus que cet acte criminel envers la classe ouvrière et la Révolution.

Les véritables révolutionnaires encore égarés dans ses rangs n'oublieront pas cette monstruosité, et à l'heure où toutes les bureaucraties se coalisent pour terrasser l'avant-garde, les prolétaires fidèles à leur classe prendront la main que leur tendent fraternellement les Communistes Internationalistes.

Ils lutteront à nos côtés pour que s'effectue, sous le drapeau de la IV^e Internationale, le regroupement des révolutionnaires du monde entier.

ment leur volonté de défendre par tous les moyens la semaine de 40 heures, car ils ne peuvent admettre, même sous le fallacieux prétexte de défense nationale, qu'il soit procédé à des dérogations, alors qu'il y a encore tant de chômeurs qui connaissent une misère affreuse.

Ils protestent avec énergie contre l'engloutissement de tant de milliards au budget de la guerre qui ne serviront qu'à la défense d'un régime qui n'est pas le leur et à l'écrasement du prolétariat mondial en le plaçant sous la coupe du militarisme.

Ils préconisent l'élargissement de tout conflit en grève générale pour arracher à la bourgeoisie les revendications de la classe ouvrière et plus particulièrement le contrôle ouvrier sur les entreprises.

rétablir le lien entre l'armée d'aujourd'hui et la vieille armée réactionnaire ; il veut effacer la tradition révolutionnaire glorieuse de l'Armée Rouge. Après en avoir chassé Trotsky, en avoir exterminé tous les cadres valeureux, il lui faut la rattaché à une histoire, à une tradition, il ne trouve que celle de la soldatesque tsariste.

La presse soviétique célèbre la victoire de Koutousov, forçant Napoléon à battre en retraite en Russie. Elle présente Koutousov comme « le défenseur de la terre natale contre l'invasion étrangère », alors que la guerre mettait aux prises la féodalité européenne et la bourgeoisie française, triomphante du féodalisme et de la révolution jacobine. Le gouvernement stalinien a fait restaurer le tombeau de Koutousov, dans l'ancienne cathédrale de Kazan, à Léningrad. Mais Staline ne trouvera pas dans la tradition de Koutousov les forces pour écraser les nouvelles forces sociales qui se sont développées en U.R.S.S. La révolution prolétarienne n'a pas dit son dernier mot, en U.R.S.S. moins qu'ailleurs. Elle balayera Staline et le stalinisme comme, en 1917, elle a balayé les descendants de Koutousov.

Chez les « rebelles » S.F.I.O.

Sans programme révolutionnaire pas de lutte révolutionnaire

UNE conséquence fort dangereuse de l'orientation de la Fédération de la Seine, « rester à tout prix dans la S.F.I.O. », est de rester sans politique bien déterminée devant les problèmes importants et complexes qui se posent au prolétariat.

Il faut comprendre tout le danger de cet état de choses : La Fédération dissoute, en s'obstinant à vouloir éliminer tout ce qui pourrait être utilisé par les bureaucrates pour empêcher sa réadmission dans la vieille maison (bien pourrie entre parenthèses) et en ne comprenant pas que le prétexte principal, c'est que la Fédération dissoute par les bonzes veuille continuer d'exister, s'interdit elle-même la détermination d'une plateforme politique dont l'absence se fera cruellement sentir au lendemain de Royan.

Ainsi, sur une question importante au plus haut point, comme la question du Front populaire on aurait bien du mal à trouver une position déterminée dans les numéros de « Juin 36 » parus depuis la dissolution.

Aussi sommes-nous obligés, ainsi, de rechercher la position (s'il y a une position là-dessus dans la Fédération de la Seine), à travers les annonces des groupes.

Et nous apercevons dans le dernier numéro de « Juin 36 » un communiqué de la 3^e Section qui dit avoir conservé sa place prépondérante au Comité du Front populaire du quartier. Cela veut-il dire que la Fédération de la Seine entend rester membre du Front populaire ?

Tout le laisse supposer et si ce n'est pas le cas nous le rectifions sans hésitation.

Nous aimerions, alors, entendre la justification d'une telle attitude, car la Fédération de la Seine convient avec nous, d'après ses écrits, que « C'est la formation politique du Front populaire, principalement caractérisée par la coalition avec la bourgeoisie libérale représentée par les radicaux qui a été le point déterminant de toute la politique du Front populaire, qui a brisé toutes les luttes du prolétariat en marche vers son émancipation ».

C'est le Front populaire qui a permis et qui permet toujours la recrudescence contre-révolutionnaire qui se fait de jour en jour plus menaçante ; c'est le Front populaire qui, en étranglant la montée révolutionnaire en France, a désarmé à tous les points de vue le prolétariat espagnol en lutte aussi vers sa prise du pouvoir ; et c'est toujours le Front populaire qui, par sa strangulation de la révolution en France et en Espagne, a renforcé les dangers de guerre impérialiste à l'éventualité de laquelle il entraîne le prolétariat.

Dès lors, il faudrait que la Fédération de la Seine nous explique comment elle peut justifier l'adhésion, même partielle, à ce Front populaire. Est-ce par ce qu'il est encore suivi dans une large mesure par des travailleurs ? Car ce serait que l'on veuille ou non s'associer à sa funeste politique.

Si telle est la raison invoquée par la Fédération de la Seine, il faut comprendre que précisément les masses, aujourd'hui, ne rompent avec le Front populaire et ses organisations que dans la mesure où on leur apporte une autre orientation basée sur l'expérience lamentable et lourde de conséquences qu'elles viennent de faire avec le Front populaire, tendant à renforcer l'action de classe du prolétariat, dans le sens de la formation de Conseils d'entreprises (Soviets), de la dualité des pouvoirs, puis de la prise du pouvoir par les travailleurs.

POUR AIDER LA REVOLUTION EN AFRIQUE DU NORD

DEPUIS que le Front populaire a triomphé, devant assurer « le pain, la paix et la liberté » à tout ce qui vit à l'ombre du drapeau tricolore si cher à Maurice Thorez, les populations de l'Afrique du Nord, que ce soit celles du Maroc, de l'Algérie, ou de la Tunisie, ont été massacrées, comme elle n'avaient plus eu l'occasion de l'être depuis de très nombreuses années. Ainsi les récentes fusillades de Tunis sont les plus graves qui aient eu lieu depuis la conquête de la Tunisie par l'impérialisme français.

Nous avons dénoncé à chaque fois les crimes de l'impérialisme français, dans la mesure de nos possibilités, nous avons tenté de nous faire entendre des exploités des colonies. C'est une tâche que nous sommes décidés à mener avec plus de persévérance et de système.

Pour qui est tant soit peu averti des conceptions léninistes sur la lutte contre l'impérialisme, c'est une question qui va de soi. Dans la page que nous consacrons aujourd'hui à l'Afrique du Nord, il ne nous est pas possible, sur un espace aussi limité, d'approfondir le problème de l'Afrique du Nord. Nous y consacrerons prochainement une étude dans « la Vérité ». Notre objectif ici est plus restreint. Il est de préciser notre position, d'indiquer quels sont les mots d'ordre principaux que nous estimons devoir défendre, et également de nous situer politiquement à l'égard de différents mouvements nationalistes.

Ce ne sont pas des révoltes

C'est la révolution

Faute de place, nous ne pouvons dresser un tableau des classes et des couches sociales en Afrique du Nord. La bigarrure est extrême. Des différences considérables existent entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, ainsi qu'à l'intérieur de ces pays eux-mêmes. Le régime politique est également différent avec ces pays et avec les diverses nationalités et races dans ces pays.

Mais il y a un facteur qui relie tout ce qui apparaît si disparate, c'est l'exploitation forcée de l'impérialisme français. Celui-ci, pour adoucir l'étroitesse de la crise, tente de tirer un profit accru des pays qui vivent directement sous sa botte. Mais le caractère mondial de la crise a pour conséquences, d'une part que l'impérialisme français ne peut obtenir grand-chose de ses colonies, ensuite que même dans ces territoires de « la France d'Outre-Mer », comme s'exprime « le Temps », les impérialismes rivaux viennent pour le déloger de ses positions économiques, en attendant qu'un nouveau partage du monde aboutisse à leur donner plus, enfin la crise a ranimé la volonté de libération des peuples opprimés, et cela dans toutes les couches de ceux-ci, depuis les bourgeoisies indigènes jusqu'aux prolétaires et aux paysans les plus misérables, réduits à la famine par millions, comme c'est le cas au Maroc.

C'est cette situation qui assure un lien entre les révoltés de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, qui leur donne une unité profonde et c'est pourquoi il est faux de ne voir que des mouvements de révolte distincts.

Marxistes, nous devons parler d'une révolution en Afrique du Nord, même si les éléments humains englobés dans cette lutte n'ont pas encore acquis la conscience qu'il s'agit d'une révolution en Afrique du Nord et pas de trois mouvements distincts, ayant tout au plus entre eux des affinités plus ou moins vagues.

Contre le colonialisme

sous toutes ses formes

Dans cette bataille, la position du Parti Communiste Internationaliste est absolument claire : nous sommes pour la défaite de l'impérialisme français ; nous sommes pour la libération de l'Afrique du Nord du joug de l'impérialisme français ; nous nous refusons à tolérer la moindre concession au colonialisme sous un aspect plus ou moins raffiné.

C'est ainsi que nous rejetons l'argument cher au Front populaire : Mais alors, ce sont les fascistes d'Italie ou d'Allemagne qui auront la Tunisie et le Maroc ? Mais alors, nous dira-t-on, vous voulez donner ces pays-là à l'Italie et à l'Allemagne ?

A ceux-là, nous répondrons : non, nous ne voulons pas donner aux impérialismes italien et allemand l'Afrique du Nord ; mais nous ne voulons

pas faire ce que vous faites : garder ces pays pour l'impérialisme français, donner à celui-ci des forces pour nous exploiter.

Pratiquement, il est possible, dans l'état actuel immédiat des forces que la Tunisie échapperait au joug de l'impérialisme français pour connaître le joug de l'impérialisme italien. Nous ne voulons pas discuter sur la faible différence que chercheraient en vain les prolétaires tunisiens entre la démocratie de l'un et le fascisme de l'autre ; nous remarquons seulement ceci : nous aurons beaucoup plus de force pour abattre notre impérialisme quand il aura perdu la Tunisie, l'Afrique du Nord, et le développement de la révolution en France aura à son tour ses répercussions, et en Afrique du Nord, en Italie et en Allemagne.

Par conséquent, nous sommes — sans autres considérations — pour la séparation de l'Afrique du Nord de l'impérialisme français. Tout Français qui n'adopte pas cette position est un agent ou un serviteur, conscient ou non, de l'impérialisme français, et contribue à exploiter les travailleurs de l'Afrique du Nord.

Le recul politique des mouvements nationalistes

Il serait erroné d'identifier tous les mouvements nationalistes de ces pays ; ils représentent les intérêts de couches différentes de la population. Mais, dans la situation actuelle, il faut constater que la dégénérescence du Parti communiste a eu ses répercussions sur ces mouvements de libération nationale.

Les plus avancés sont incontestablement le Parti du peuple algérien et le Néo-Destour tunisien, tous deux officiellement dissous. Le premier succéda à l'Etoile Nord-Africaine, bien connue des militants de la région parisienne. Or, ce qu'on peut constater, ce n'est pas seulement le repli géographique du cadre nord-africain à l'Algérie seulement, c'est un repli politique : l'Etoile Nord-Africaine, soutenue par le parti communiste d'autrefois, était pour l'indépendance totale de l'Afrique du Nord ; le Parti du peuple algérien (qui voulait coller avec le Front populaire ou avec certaines de ses fractions) ne met plus en avant un tel mot d'ordre ; il est pour la défense, pour l'émancipation des musulmans nord-africains, mais il accepte que cela se fasse dans le cadre de la France. Quelques lignes extraites du journal du Parti du Peuple algérien, « El Ouma », à propos des récentes répressions en Tunisie, suffiront à montrer le recul politique :

« Ce n'est pas aujourd'hui le moment pour la France de s'aliéner par l'usage de la violence, génératrice de haines et de rancœurs, la population du pays qui se trouve, de par sa position géographique et sa composition ethnique, le plus directement visé dans le cas d'un conflit en Méditerranée. » (22 avril 1938).

Cet article se termine par une phrase sur « l'intérêt bien compris de la France ». Au moment où les militants du P.P.A. et du Néo-Destour sont l'objet de la répression de l'impérialisme français, où le devoir des travailleurs français est de les défendre contre ceux qui les frappent, il nous faut en même temps marquer le caractère insuffisant, timoré de leur programme.

Nos mots d'ordre actuels

L'indépendance, la libération de l'Afrique du Nord ? Mais comment ? Quelles solutions politiques ? En Afrique du Nord, comme dans tous les pays coloniaux, la libération ne pourra être assurée que sous la direction du prolétariat. C'est la révolution prolétarienne en Afrique du Nord qui pourra seule assurer la libération de ce vaste territoire, comme nous l'enseigne la théorie de la révolution permanente, vérifiée dans la victoire d'Octobre comme dans les défaites en Chine, en Espagne.

La solution des problèmes des nationalités en Afrique du Nord, ce qui peut assurer la coordination des mouvements, c'est la Fédération des Nations socialistes de l'Afrique du Nord. (C'est ce mot d'ordre que les bolcheviks-léninistes défendent parmi les exploités de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie.

Mais ce mot d'ordre, il faut que les populations laborieuses de ces pays puissent l'assimiler par leur propre expérience. Il faut pour cela rassembler leurs volontés, les concentrer sur un objectif plus directement accessible à leur conscience po-

litique. Or, aujourd'hui, les populations se heurtent à l'impérialisme français qui cherche à accentuer la division chez elles en donnant le droit de vote à quelques minorités privilégiées, dont les élus pourront palabrer dans des assemblées sans pouvoir et contribuer à opprimer la grande masse.

Contre les projets Blum-Viollette ou autres combinaisons, nous opposons le mot d'ordre de la Constituante révolutionnaire où tous les peuples de l'Afrique du Nord apporteront leurs revendications. C'est en passant par la lutte pour la Constituante, c'est dans l'organisation de cette lutte et dans son prolongement pour toutes leurs revendications fondamentales, dans des Comités de masse que les exploités parviendront à se délivrer du joug de l'impérialisme et à instaurer une union de républiques soviétiques, à mettre l'Afrique du Nord sur la voie du socialisme.

JEUNE CAMARADE !

CHAQUE jour davantage, ton avenir devient plus sombre, particulièrement par les dangers croissants d'une guerre impérialiste dans laquelle le jeune ouvrir n'a rien à gagner et tout à perdre.

Tu te vois surtout écrasé ainsi, parce que tu ne vois pas au juste comment sortir de cette terrible situation. Alors, tu te fiches de tout, ou, du moins, tu fais comme si tu étais indifférent, et tu te laisses aller dans le courant Front populaire, avec ses « loisirs » : Auberges, Aviation, Sports, Camping, et tout le ram-dam. C'est là une façon d'exprimer ta désorientation politique qui peut te sembler salutaire, mais qui, en réalité, n'apporte ni une solution réelle aux problèmes angoissants qui se posent chaque jour devant toi, ni une voie de résistance et de lutte pour tes propres intérêts de classe.

CERCLE SPARTACUS

49, faubourg Saint-Martin, Paris-10^e

C'est pour t'aider à te sortir de cette impasse que fut créé le Cercle Spartacus.

Le Cercle Spartacus n'est pas une organisation avec un programme politique donné auquel on te demande d'adhérer.

Le Cercle Spartacus se pose pour tâche précisément d'organiser des causeries, lectures et discussions qui te permettront, en confrontant tes idées avec celles d'autres jeunes exploités, de trouver une orientation politique juste.

Le Cercle Spartacus a comme principale activité :

A) Un cours marxiste qui se tient chaque lundi soir, à 20 h. 30, sur des sujets choisis par l'ensemble des camarades du Cercle et avec des militants révolutionnaires qualifiés ;

B) Une permanence chaque samedi après-midi, de 16 h. 30 à 19 h. 30, à laquelle sont organisées des lectures et critiques littéraires, des chants collectifs, des discussions politiques sur les événements de la semaine, etc...

C) Des sorties et camps avec une vie collective et organisée.

Jeune ouvrier, chômeur ou étudiant pauvre, sans distinction de tendance politique, viens participer aux activités multiples du Cercle Spartacus. Tu ne peux qu'en tirer profit pour ta formation politique.

Diffusez « La Commune »

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.
Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la poste, allée Gambette, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123, bd Bailli, etc...

Avignon : kiosque Domengue.
Agen : kiosque Caujolle.

Le Havre : gare automobile, Hôte Ide Ville, place Gambetta, Rond-Point.

Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.

Bordeaux : kiosque 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.

Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.

Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.

Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.

Lille : gare et nombreux dépôts.

Auxerre : gare et nombreux dépôts.

Aix : gare et nombreux dépôts.

Périgueux : gare et nombreux dépôts.

Toulon : gare et nombreux dépôts.